

POUDRE DE LAIT

L'Algérie ne compte plus en importer en 2019

A la fin de l'année 2019, le gouvernement algérien n'importera plus de la poudre de lait. La cause ? La stratégie mise en place pour le développement de la filière lait ne tardera pas à porter ses fruits. C'est à cette conclusion que sont parvenus les participants à la journée d'étude sur la filière lait organisée par le département de l'agriculture.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de cette journée d'étude, les participants ont tenté d'explicitier les conclusions de l'enquête réalisée par le Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder), une structure sous tutelle du département de l'agriculture. Ainsi, les recommandations de cette rencontre serviront, selon les organisateurs, de «plateforme pour présenter les résultats de l'étude et percevoir leur cohérence avec les objectifs du secteur pour accroître la production de lait cru et par là même réduire l'importation de la poudre de lait». L'étude réalisée par le Bneder s'est étalée sur deux années, soit entre 2013 et 2014, et s'est faite sur la base de l'analyse de la documentation existante auprès des secteurs de l'agriculture, du commerce, des finances, des douanes, des services statistiques et des organisations professionnelles, etc.»

L'étude, ajoute-t-on, a été conduite au niveau des différentes sphères, à savoir «la production, la consommation, la commercialisation du lait, les importations et les structures d'appui et l'organisation de la profession». Les résultats de cette étude sont en débat au moment où on indique que «la facture des importations du lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières, utilisées comme intrants dans la filière laitière, a reculé à 43,787 millions de dollars en janvier 2016 contre 62,791 millions de dollars en janvier 2015». Selon l'APS qui cite les services des douanes, «les quantités importées n'ont pas connu une tendance baissière puisqu'elles sont passées à 17.076,42 tonnes en janvier dernier contre 14.758,08 t sur le

même mois de l'année 2015, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis)». Ainsi, la facture a chuté de 30,27% en janvier 2016 par rapport à janvier 2015, tandis que les quantités importées ont grimpé de 15,71% entre les deux périodes de comparaison. Par ailleurs, afin de réduire les importations de ce produit subventionné et promouvoir la filière laitière nationale, de nouvelles mesures ont été déci-

dées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement dans la production laitière et de l'alimentation. Le gouvernement a décidé que le prix de référence du litre de lait cru de vache soit fixé à 50 DA, à savoir 36 DA le prix de cession du lait cru aux laiteries et 14 DA de subvention de l'Etat, contre respectivement 34 DA et 12 DA auparavant. A noter que la production laitière totale nationale avoisine les 3.6 milliards de litres dont 2.7 milliards de litres de lait de vache pour un effectif de vaches laitières d'un million de têtes. L'effectif total bovin est de deux



Photo : DR

La facture a chuté de 30,27% en janvier 2016 par rapport à janvier 2015.

millions de têtes, alors que les fourrages artificiels occupent une superficie d'environ 800.000 hec-

tares pour une production de 18 millions de quintaux.

A. B.

VIOLENCE ET DÉLINQUANCE

Le milieu scolaire plus que jamais menacé

Les écoliers et les adolescents sont les victimes privilégiées de la violence et de la délinquance aujourd'hui. Entre consommation et deal de drogues, criminalité et cybercriminalité en hausse, la DGSN voit tout l'intérêt de l'installation d'une commission pour la protection des jeunes des fléaux sociaux.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Outre l'utilisation néfaste des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le désintéressement moral et psychologique des parents et de la société civile a favorisé progressivement cet état des lieux alarmant actuellement. Devant l'indifférence de tous, la délinquance et la criminalité ont gagné du terrain ces dernières années en Algérie. Et de la marge également.

Se disant «consciente» de ces enjeux allant essentiellement de «l'avenir de la jeunesse algérienne», la DGSN envisage l'installation d'une commission pour la protection des écoliers et des adolescents des fléaux sociaux. «D'abord au niveau de la capitale comme organisation pilote, puis celle-ci s'étendra «probablement» au niveau national».

Le chef de Sûreté de la wilaya d'Alger, lors d'une conférence organisée hier à la



Photo : Samir Sid

Nouria Benghebrit, ministre de l'Education nationale.

Bibliothèque nationale d'El Hamma, a communiqué un bilan chiffré conséquent qui les a poussés à «agir expressément», pour limiter cette avancée phénoménale de la délinquance en milieu jeune. Selon lui, son équipe a traité, en 2015, plus de 8 500 affaires en matière de drogues en mettant la main sur près de 12 quintaux de stupéfiants, drogues dures comprises. Ceci n'étant qu'une part, effectivement minime de ce commerce de grande envergure. Surtout que la toxicoma-

nie devient aujourd'hui une véritable épidémie, n'épargnant même pas les écoles primaires. En plus des collèges et lycées où les stupéfiants se vendent comme des petits bonbons, au sein et à l'entrée de ces établissements.

Le marché de la drogue s'est véritablement professionnalisé avec l'essor des réseaux sociaux. Cet ensemble de plateformes où se développe massivement la cybercriminalité a amené la Sûreté nationale de la wilaya à lui consacrer une cellule spécialisée qui a résolu près d'une centaine d'affaires en 2015, selon le représentant.

Par ailleurs, les représentants de la société civile, considérant cette «volonté de coopération» de la Sûreté nationale par «son ouverture», a souhaité une réelle coordination entre les institutions de l'Etat pour une meilleure prise en charge de ces fléaux.

Tout en intégrant davantage le collectif associatif et les scouts musulmans algériens afin d'élaborer un plan de prévention synchronisé et efficace en milieu jeune prioritairement. Sans négliger leur impact sur la sensibilisation du citoyen. Considérant que son rôle informationnel afin de développer l'entraide avec la Sûreté nationale est déterminant pour cet objectif commun et renouer avec «l'implication citoyenne» et la citoyenneté.

N. B.

SA COTATION EST PRÉVUE POUR LE 6 AVRIL PROCHAIN

Biopharm entre en Bourse et cède 20% de ses actions

Le groupe pharmaceutique Biopharm entre officiellement en Bourse le 6 avril prochain pour céder 20% de ses actions. La période de souscription est fixée du 13 au 23 mars prochain. Biopharm, qui exporte déjà ses produits sur le marché africain, compte s'attaquer au marché européen à partir de cette année et cible la France comme premier marché.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le groupe pharmaceutique qui couvre actuellement 13% du marché algérien en médicament compte s'élargir. Déjà exportateur depuis 2011 dans plusieurs pays africains, Biopharm, qui a l'agrément de l'Agence du médicament française compte placer ses produits sur le marché européen.

La France a été choisie comme le premier marché où les produits Biopharm seront disponibles à partir de cette année. «Nous avons la prétention d'ex-

porter vers le marché européen cette année et la France sera notre première destination avec la mise sur le marché de notre produit contre les infections gastro», a annoncé hier Abdelouhed Kerrar, directeur général de Biopharm, lors d'une visite organisée sur le site de production de l'usine sis à Oued Smar, à Alger. Les ambitions de Biopharm ne s'arrêtent pas en si bon chemin, le producteur se lance aussi dans d'autres projets.

M. Kerrar a annoncé les prévisions de son usine qui compte

devenir un site alternatif pour une production européenne. «Nous sommes déjà en discussions avec des groupes étrangers pour leur fabriquer leurs produits ici en Algérie», a indiqué le responsable de Biopharm.

Le producteur qui a réalisé un chiffre d'affaires de 49 milliards de dinars en 2014 a commercialisé 34 millions de boîtes de médicaments en 2015 et compte atteindre une gamme de 48 millions de boîtes cette année. Ses prévisions pour 2017, de commercialiser 50 millions de boîtes, tous produits confondus.

Par ailleurs, le groupe a annoncé que sa première cotation en Bourse d'Alger est prévue pour le 6 avril prochain.

Les souscriptions à l'offre de vente à prix fixe de ses actions

seront ouvertes pour une période limitée du dimanche 13 mars au mercredi 23 mars 2016 auprès de neuf intermédiaires en opération de Bourse. Le prix de cession est fixé à 1 225 dinars. «Notre objectif est de nous rendre plus visible et rentrer dans une autre étape de gouvernance et cela donne plus de confiance à nos acteurs», indiquent les responsables du groupe. Biopharm est ainsi le deuxième producteur pharmaceutique algérien à se coter en Bourse après le groupe Saidal. C'est aussi le deuxième investisseur dans le développement du générique après Saidal toujours. Pour rappel, les ventes de produits pharmaceutiques ont représenté 116,3 dollars américains par habitant en 2014. Ceci représente près de 2,8 fois les

ventes pharmaceutiques par habitant du Maroc qui s'établissaient en 2014 à 42,6 dollars américains par habitant.

Les dépenses pharmaceutiques représentent actuellement 2,23% du PIB nominal en Algérie et 34,1% des dépenses de santé. Le marché du médicament est estimé actuellement à 374 milliards de dinars et la production locale couvre 40% du marché. Depuis les huit dernières années, le marché enregistre une croissance annuelle de 17%. «Le marché du médicament est le seul marché à avoir pris des parts de marché par rapport à l'exportation», a indiqué M. Kerrar, qui reste confiant quant à l'objectif d'atteindre les 70% de production nationale.

S. A.